

Mediapart, 27 mai 2023

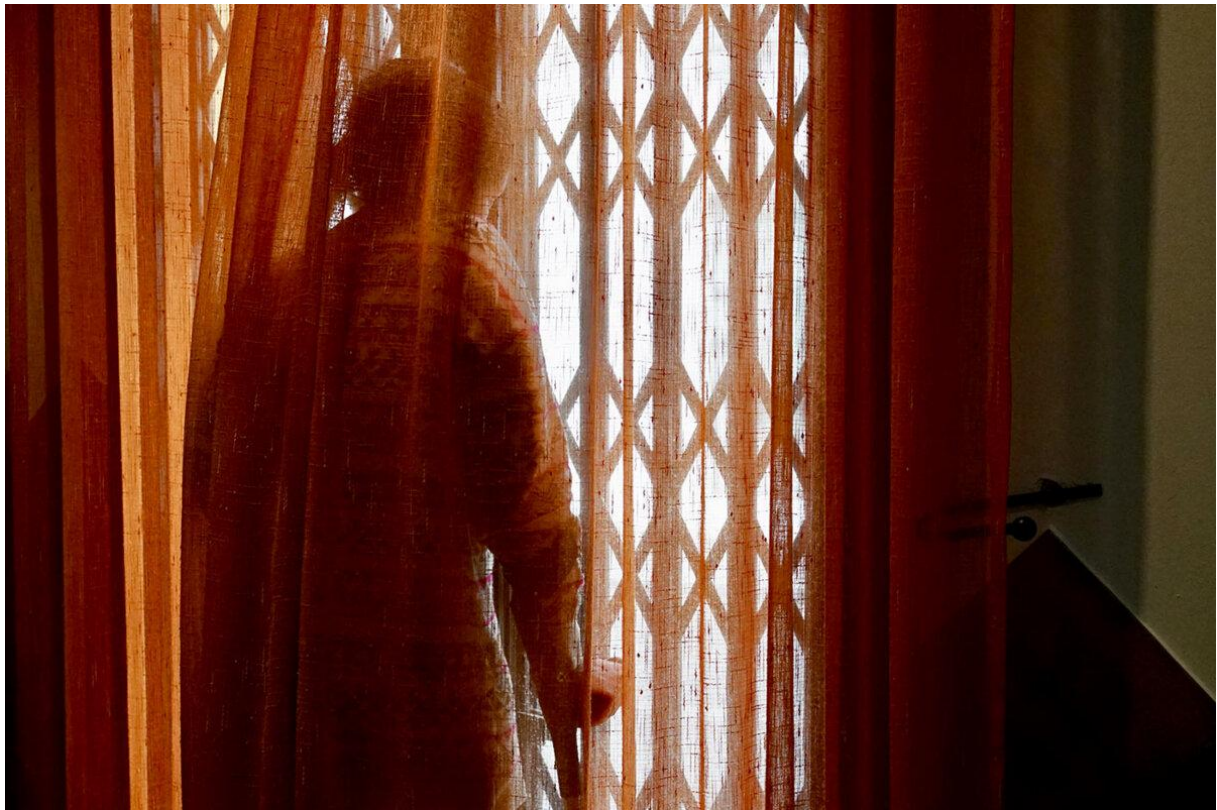
[Zahra, morte pour quelques fraises espagnoles](#)

Le 1er mai, un bus s'est renversé dans la région de Huelva, au sud de l'Espagne. À son bord, des ouvrières agricoles marocaines qui se rendaient au travail, dont l'une a perdu la vie. Mediapart est allé à la rencontre des rescapées, qui dénoncent des conditions de travail infernales.

[Rachida El Azzouzi](#)

San Juan del Puerto, Huelva (Espagne).— Aïcha* s'installe péniblement à la table, en jetant un œil derrière le rideau. « *Si le patron apprend qu'on a rencontré une journaliste, on sera expulsées et interdites de travailler en Espagne. On a peur qu'un mouchard nous ait suivies, on est sous surveillance permanente.* »

Aïcha sait le risque qu'elle encourt en témoignant, même à visage couvert, sous un prénom d'emprunt. Mais elle y tient, pour honorer Zahra. Foulard assorti à sa djellaba, elle est venue clandestinement au point de rendez-vous avec Farida* et Hanane*, elles aussi décidées à parler de Zahra. « *Elle était comme notre sœur.* » Deux images les hantent.



Une des ouvrières marocaines victimes de l'accident de bus (région de Huelva, Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Sur la première, la plus ancienne, Zahra sourit, visage net, rond, plein de vie, lèvres maquillées de rouge, regard foncé au khôl. Sur la seconde, elle gît devant la tôle pliée dans la campagne andalouse, corps flou, cœur à l'arrêt. « *Elle avait maigri à force de travailler, on ne la reconnaissait plus. Allah y rahmo* [« Que Dieu lui accorde sa miséricorde » – ndlr] », souffle Aïcha en essuyant ses larmes avec son voile.

Zahra est morte juste avant le lever du soleil, en allant au travail, le 1^{er} mai 2023, le jour de la Fête internationale des travailleuses et des travailleurs. Elle mangeait un yaourt en apprenant des mots d'espagnol, à côté de Malika* qui écoutait le Coran sur son smartphone, quand, à 6 h 25, le bus qui les transportait sans ceinture de sécurité s'est renversé.

Elles étaient une trentaine d'ouvrières marocaines, en route pour la « finca », la ferme où elles cueillent sans relâche, à la main, les fraises du géant espagnol Surexport, l'un des premiers producteurs et exportateurs européens, détenu par le fonds d'investissement Alantra. Le chauffeur roulait vite, au-dessus de la limite autorisée, dans un épais brouillard. Il a été blessé légèrement.



Un champ de fraises dans la région de Huelva (Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Zahra est morte sur le coup, dans son survêtement de saisonnière, avec son sac banane autour de la taille, au kilomètre 16 de l'autoroute A484, à une cinquantaine de kilomètres de Huelva, en Andalousie, à l'extrême sud de l'Espagne, près de la frontière portugaise. Au cœur d'une des parcelles les plus rentables du « *potager de l'Europe* » : celle qui produit 90 % de la récolte européenne de fraises, « l'or rouge » que l'on retrouve en hiver sur nos étals, même quand ce n'est pas la saison, au prix d'un désastre environnemental et social.

Cet « or rouge », qui génère plusieurs centaines de millions d'euros par an, et emploie, d'après l'organisation patronale Freshuelva, 100 000 personnes, représente près de 8 % du PIB de l'Andalousie, l'une des régions les plus pauvres d'Espagne et d'Europe. Et il repose sur une variable d'ajustement : une main-d'œuvre étrangère saisonnière ultraflexible, prise dans un système où les abus et les violations de droits humains sont [multiples](#).

Corvéable à merci, cette main-d'œuvre « bon marché » n'a cessé de se féminiser au cours des deux dernières décennies, les travailleuses remplaçant les travailleurs sous les serres qui s'étendent à perte de vue, au milieu des bougainvilliers et des pins parasols. Un océan de plastique blanc arrosé de

produits toxiques : des pesticides, des fongicides, des insecticides...



Des ouvrières agricoles dans une exploitation intensive de fraises (région de Huelva, Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

À l'aube des années 2000, elles étaient polonaises, puis roumaines et bulgares. Elles sont aujourd'hui majoritairement marocaines, depuis le premier accord entre l'Espagne, l'ancien colonisateur, et le Maroc, l'ancien colonisé, lorsqu'en 2006 la ville espagnole de Cartaya a signé avec l'Anapec, l'agence pour l'emploi marocaine, une convention bilatérale de « *gestion intégrale de l'immigration saisonnière* » dans la province de Huelva.

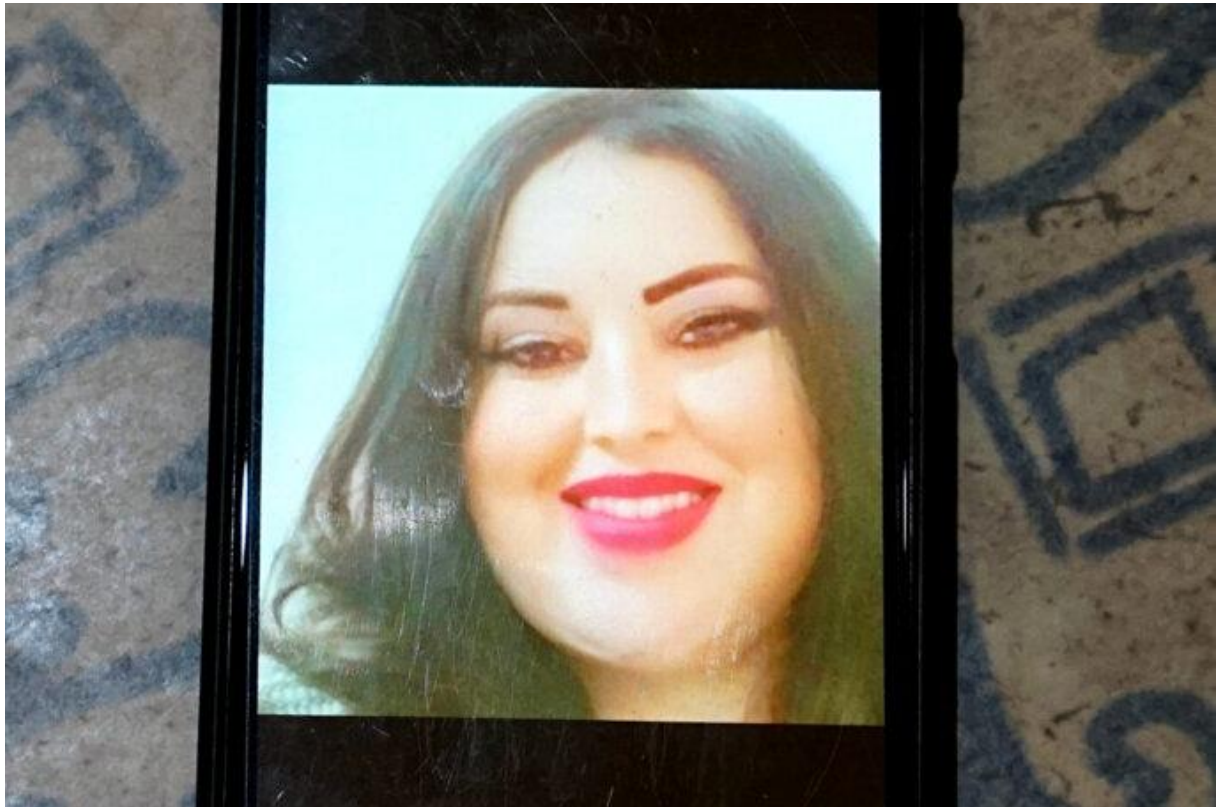
Une migration circulaire, dans les clous de la politique migratoire sécuritaire de Bruxelles, basée sur une obligation contractuelle, celle de retourner au pays, et sur le genre : l'import à moindre frais et temporairement (de trois à neuf mois) de femmes pour exporter des fraises.

Le recrutement se fait directement au Maroc, par les organisations patronales espagnoles, avec l'aide des autorités marocaines, des gouverneurs locaux, dans des zones principalement rurales. Ce n'est pas sans rappeler Félix Mora, cet ancien militaire de l'armée française, surnommé « le négrier des Houillères », qui sillonnait dans les années 1960 et 1970 les villages du sud marocain en quête d'hommes réduits à leurs muscles pour [trimmer](#) dans les mines de la France, l'autre ancienne puissance coloniale.

Même état d'esprit soixante ans plus tard. L'Espagne recherche en Afrique du Nord une force de travail qui déploie des « *mains délicates* », des « *doigts de fée* », comme l'a montré dans ses travaux la géographe Chadia Arab, qui a visibilisé ces « *Dames de fraises* », clés de rentabilité d'une industrie agro-alimentaire climaticide, abreuvée de subventions européennes.

Elle recherche des « *doigts de fée* » très précis. Ceux de femmes entre 25 et 45 ans, pauvres, précaires, analphabètes, mères d'au moins un enfant de moins de 18 ans, idéalement célibataires, divorcées, veuves. Des femmes parmi les plus vulnérables, en position de faiblesse face à d'éventuels

abus et violences.



Zahra, qui a perdu la vie le 1er mai dans l'accident de bus, à travers l'écran de téléphone de ses amies ouvrières (mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Zahra avait le profil type. Elle est morte à 40 ans. Loin de ses cinq enfants, âgés de 6 à 21 ans, qu'elle appelait chaque jour. Loin de la maison de fortune, à Essaouira, sur la côte atlantique du Maroc, où après des mois d'absence, elle allait bientôt rentrer, la récolte et le « *contratación en origen* », le « contrat en origine », touchant à leur fin.

C'est ce qui la maintenait debout lorsque ses mains saignaient, que le mal de dos la pliait de douleur, lorsque les cris des chefs la pressaient d'être encore plus productive, lorsque le malaise menaçait sous l'effet de la chaleur suffocante des serres.

L'autocar jusqu'à Tarifa. Puis le ferry jusqu'à Tanger. Puis l'autocar jusqu'au bercail : Zahra allait revenir au pays la valise pleine de cadeaux et avec plusieurs centaines d'euros sur le compte bancaire, de quoi sauver le foyer d'une misère aggravée par l'inflation, nourrir les proches, le premier cercle et au-delà.

Pour rempiler la saison suivante, être rappelée, ne pas être placée sur « la liste noire », la hantise de toutes, elle a été docile. Elle ne s'est jamais plainte des conditions de travail, des entorses au contrat, à la convention collective.

Elle l'avait voulu, ce boulot, forte de son expérience dans les oliveraies et les plantations d'arganiers de sa région, même si le vertige et la peur de l'inconnu l'avaient saisie la toute première fois. Il avait fallu convaincre les hommes de la famille de la laisser voyager de l'autre côté de la Méditerranée, elle, une femme seule, mère de cinq enfants, ne sachant ni lire ni écrire, ne parlant pas un mot d'espagnol. Une nécessité économique mais aussi, sans en avoir conscience au départ, une émancipation, par le travail et le salaire, du joug patriarcal, de son mari, dont elle se disait séparée.



La cueillette des fraises est aujourd'hui majoritairement assurée par des ouvrières marocaines (région de Huelva, Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Et un certain statut social : « *On nous regarde différemment quand on revient. Moi, je ne suis plus la divorcée au ban de la société, associée à la prostituée. Je suis capable de ramener de l'argent comme les hommes, même beaucoup plus qu'eux* », assure fièrement Aïcha.

Elle est « *répétitrice* » depuis cinq ans, c'est-à-dire rappelée à chaque campagne agricole. Elle gagne de 1 000 à 3 000 euros selon la durée du contrat, une somme inespérée pour survivre, améliorer le quotidien, acheter une machine à laver, payer une opération médicale, économiser pour un jour, peut-être, accéder à l'impossible : la propriété.

Cette saison ne sera pas la plus rémunératrice. « *Il y a moins de fraises à ramasser* », à cause de la sécheresse historique qui frappe l'Espagne, tout particulièrement cette région qui paie les conséquences de décennies d'extraction d'eau pour alimenter la culture intensive de la fraise et d'essor anarchique d'exploitations illégales ou irriguées au moyen de puits illégaux.

Au point de plonger dans un état critique la réserve naturelle de Doñana, cernée par les serres, l'une des zones humides les plus importantes d'Europe, classée à l'Unesco. Le sujet, explosif, est devenu une polémique européenne et l'un des enjeux des élections locales qui se tiennent dimanche 28 mai en Espagne.

« *S'il n'y a plus d'eau, il n'y aura plus de fraises et on n'aura plus de travail* », s'alarme Aïcha. Elle ne se relève pas de la perte de son amie Zahra, seule passagère du bus à avoir rencontré la mort, ce 1^{er} mai si symbolique, jour férié et chômé en Espagne, où l'on a manifesté en appelant à « *augmenter les salaires, baisser les prix, partager les bénéfices* ». Les autres ouvrières ont été blessées à des degrés divers.

Trois semaines plus tard, elles accusent le coup, isolées du monde, dans la promiscuité de leur logement à San Juan del Puerto, une ancienne auberge où elles sont hébergées, moyennant une

retenue sur leur salaire, par l'entreprise Surexport, qui n'a pas répondu à nos sollicitations. Privées d'intimité, elles se partagent les chambres à plusieurs. La majorité des femmes accidentées est de retour, à l'exception des cas les plus graves, toujours hospitalisés.



Une ouvrière agricole marocaine attend le bus de la société Surexport qui les conduit de leur logement à l'exploitation de fraises (région de Huelva, Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

« Ils nous ont donné des béquilles et du paracétamol. Et maintenant, ils nous demandent de revenir travailler alors qu'on en est incapables, qu'on est encore sous le choc. Le médecin mandaté par l'entreprise a dit qu'on allait très bien, alors que certaines ont des fractures et qu'on met des couches à l'une d'entre nous qui n'arrive pas à se lever ! On a eu droit à un seul entretien avec une psychologue », raconte Aïcha en montrant la vidéo d'une camarade qui passe la serpillière appuyée sur une béquille.

« On a perdu le sommeil », renchérit Hanane. Chaque nuit, elles revivent l'accident. Farida fait défiler « le chaos » sur son téléphone, les couvertures de survie, les cris, les *douas* (invocations à Allah), le sang. Elle somnolait quand le bus s'est couché. Quand elle a rouvert les yeux, elle était écrasée par plusieurs passagères. Elle s'est vue mourir, étouffée.

Le trio montre ses blessures, des contusions, des entorses, un bassin luxé, un traumatisme cervical. Elles n'ont rien dit à la famille au Maroc, pour ne pas affoler leurs proches. Elles ne viennent pas du même coin. « Tu rencontres ici tout le pays. » Des filles des montagnes, des campagnes, des villes, de la capitale... Elles ont la trentaine, plusieurs enfants en bas âge restés avec la grand-mère ou les tantes, sont divorcées. Analphabètes, elles ne sont jamais allées à l'école.

« Ici ou au bled, se désole Hanane en haussant les épaules, on est exploitées, mais il vaut mieux être esclave en Espagne. Au Maroc, je gagnais à l'usine moins de cinq euros par jour, ici, 40 euros par jour. » Elles affirment travailler, certaines journées, au-delà du cadre fixé par la convention collective de

Huelva, qui prévoit environ 40 euros brut par jour pour 6 h 30 de travail, avec une journée de repos hebdomadaire. Sans être payées plus.



Une des ouvrières blessées dans l'accident de bus (région de Huelva, Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Elles affirment aussi avoir droit à moins de trente minutes de pause quotidienne, « *mal vivre, mal se nourrir, mal se soigner* », du fait d'un système qui les contrôle dans tous les aspects de leur vie et les maintient « *comme des prisonnières* » à l'écart des centres urbains, distants de plusieurs kilomètres.

Il faut traverser la région de Huelva en voiture pour mesurer l'ampleur de leur isolement. Le long des routes, des dizaines d'ouvrières marocaines, casquette sur leur voile coloré, seules ou à plusieurs, marchent des heures durant, en sandales ou en bottes de caoutchouc, faute de moyen de transport, pour atteindre une ville, un commerce. Certaines osent l'autostop. D'autres se retournent pour cacher leur visage à chaque passage de véhicule.

Les hommes sont nombreux aussi. À pied mais surtout à vélo, plus rarement à trottinette. Originaires du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, une grande partie d'entre eux est soumise à l'emploi illégal, qui cohabite avec « le contrat en origine », au rythme des récoltes de fruits et légumes. Dans les champs de fraises, ils sont affectés à l'épandage des pesticides, au démontage des serres, à l'arrachage des plastiques...

« *La liste des abus est interminable, surtout pendant les pics de production, quand il faut récolter, conditionner, encore plus vite* », soupire Fatima Ezzohairy Eddriouch, présidente d'Amia, l'association des femmes migrantes en action. Elle vient de débarquer dans le local sombre, escortée de Jaira del Rosario Castillo, l'avocate qui représente la famille « *très affectée* » de Zahra au Maroc, une spécialiste du droit du travail.

Aïcha, Hanane et Farida lui tombent dans les bras, heureuses de rencontrer en vrai « *Fatima de TikTok* », une épaulée pour de nombreuses saisonnières qui se refilent son numéro de portable, tant elle ne

vit que pour l'amélioration de leur sort, malgré « un climat d'omerta, de terreur ».



Fatima Ezzohairy Eddriouch accueille une ouvrière saisonnière marocaine dans les locaux de l'association Amia qu'elle préside (Huelva, Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Travail forcé ou non payé, y compris les jours fériés, les dimanches, heures supplémentaires non rémunérées, passeports confisqués par certains patrons, absence de repos, contrôles du rendement avec renvoi vers le Maroc si celui-ci est jugé insuffisant, absence de mesures de sécurité et de protection sur le lieu de travail, tromperie à l'embauche, harcèlement moral, violences sexuelles, racisme, xénophobie, logement indigne, accès aux soins de santé entravé... Fatima Ezzohairy Eddriouch est confrontée au « *pire de l'humanité tous les jours* ». Avant de nous rejoindre, elle aidait Rahma, qui s'est brisé le cou en cueillant les fraises : « *Son employeur veut la licencier et refuse de prendre en charge les soins médicaux.* »

Elle-même a été saisonnière pendant plus de dix ans. Elle en avait 19 quand elle a quitté Moulay Bousselham, au Maroc, et rejoint Huelva. Elle doit sa « *survie* » à Manuel, un journalier andalou rencontré dans les champs devenu son époux. « *Vingt-trois ans d'amour, ça aide à tenir* », sourit-elle. Seule ombre au tableau : alors que sa famille a accueilli avec joie leur union, celle de son mari continue de la rejeter. « *Le racisme est malheureusement très fort en Espagne.* »

Le 1^{er} mai, Fatima Ezzohairy Eddriouch a été l'une des premières informées de la tragédie. Des travailleuses blessées l'ont sollicitée. Mais elle s'est heurtée aux murs de l'administration, de l'employeur : « *Un accident mortel de bus qui transporte des ouvrières agricoles étrangères, le jour de la Fête des travailleurs, c'est une bombe à l'échelle locale et nationale. Heureusement pour le gouvernement et le patronat agricole, elles sont des immigrées légales, pas sans papiers.* »



Champs de fraises à perte de vue dans la région de Huelva (Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Devant le logement de San Juan del Puerto, elle a découvert le portail cadenassé, une entrave à la liberté de circuler des ouvrières. Elle l'a dénoncée sur les réseaux sociaux. Et dans la presse, auprès du journaliste indépendant Perico Echevarria notamment, poil à gratter avec sa revue *Mar de Onuba*, seul média local à déranger un système agroalimentaire et migratoire qui broie des milliers de vies. Surexport a fini par faire sauter le verrou.

« Elles ont été enfermées, interdites de parler à des associations, à la presse. Ce n'est pas tolérable », s'indigne encore la militante. Son regard s'arrête sur une des photos de Zahra. Celle où elle a basculé de vie à trépas. Elle n'était pas prête. Elle s'effondre. Cette fois, ce sont Aïcha, Hanane et Farida qui l'enlacent en claudiquant. Le corps de Zahra a été rapatrié, enterré dans un cimetière d'Essaouira.

La presse, d'une rive à l'autre, spéculé sur le montant des pensions et des indemnités que pourraient percevoir les proches de la défunte, selon le droit espagnol. « C'est indispensable de rendre justice à cette famille meurtrie à jamais, à défaut de pouvoir rendre la vie à Zahra », dit l'avocate. Aïcha, Hanane et Farida, elles, veulent qu'on retienne son visage souriant à travers l'Europe, en France, au Pays-Bas, en Belgique..., et qu'on l'associe à chaque barquette de fraises marquée « origine : Huelva (Espagne) ».



Des ouvrières marocaines s'affairent dans un champ de fraises où les serres ont été démontées, la saison se terminant (région de Huelva, Espagne, mai 2023). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Boîte noire

Les prénoms suivis d'un astérisque ont été modifiés pour des raisons de sécurité. La peur de la répression par leur employeur est telle que les travailleuses rencontrées par Mediapart témoignent sous un prénom d'emprunt.

Nous avons sollicité la direction de Surexport mercredi 24 mai et vendredi 26 mai. Celle-ci n'a répondu à aucune de nos sollicitations, ni à nos questions transmises par mail.

À lire aussi

[« Pacte vert » : la droite européenne panique à l'idée de perdre le vote agricole](#) 23 mai 2023

[Extrême droite : l'expérience chaotique de Vox au pouvoir dans une région d'Espagne](#) 10 mai 2023